

***A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'école rencontre des difficultés pour assurer la mobilité sociale.***

## **1. L'inégalité de chances persiste à l'école**

Malgré les progrès réalisés, l'école est encore loin d'avoir réalisé son objectif d'égalité des chances. Les écarts d'obtention du baccalauréat entre enfants de cadres ou professions intermédiaires et enfants d'employés ou d'ouvriers restent élevés et ne diminuent plus sur la période récente. Des données prenant en compte les différents types de baccalauréat (professionnel, technologique et général) ou les filières montreraient que l'on assiste à une démocratisation ségrégative. De plus, les inégalités se décalent vers l'enseignement supérieur : les enfants des catégories populaires accèdent moins aux études supérieures et y réussissent moins bien. Or, compte tenu de la hausse de la qualification des emplois, les diplômes du supérieur sont essentiels pour assurer l'accès aux emplois qualifiés et la fluidité sociale.

Outre les effets de différences de capital économique hérité, selon les analyses initiées par Bourdieu, cette persistance des inégalités de réussite scolaire peut-être attribuée aux inégalités de capital culturel hérité (ces ressources de nature immatérielles telles que la maîtrise de la langue, les connaissances, la proximité avec la culture artistique, qui influencent la réussite scolaire). Le système éducatif français semble particulièrement inefficace à corriger les dotations en capital économique et culturel. Il est possible que cet écart soit dû à des différences entre l'habitus des catégories populaires et l'habitus professoral (document 1 : « dispositions et compétences acquises dès la petite enfance »). Ainsi d'après les données du document 2, on peut constater que la proportion d'élèves de 6ème ayant un retard scolaire dans la catégorie sociale défavorisée est 3 fois ( $=20,5/3,6$ ) plus élevée que dans la catégorie sociale très favorisée ; l'écart étant similaire entre les élèves de nationalité étrangère et ceux de nationalité française ( $=32,4/11,8$ ).

Toutefois, ces mauvais résultats s'expliquent probablement bien plus sûrement par des choix de pédagogie, et surtout par l'absence de moyens alloués à la réussite des élèves en difficulté. Cette absence de moyen est un effet pervers de l'idéal méritocratique à la française, qui ne facilite pas la prise de conscience des inégalités sociales. Par son fonctionnement même, l'école exercerait une « *violence symbolique* » car elle valoriserait et légitimerait la « *culture savante* » acquise par les enfants des classes dominantes en dehors de l'école. "L'école elle-même ne parvient pas... à être véritablement neutre" (document 1).

## **2. Une école égalitaire ne pourrait pas garantir intégralement la fluidité**

Toutefois l'école ne peut pas tout en matière de fluidité sociale. En effet, même si l'école accordait, de manière méritocratique, des diplômes en plus grand nombre aux enfants des catégories populaires, cela ne permettrait pas nécessairement des progrès importants de la fluidité sociale. En effet, comme le montre le paradoxe d'Anderson, quand la croissance du nombre de diplômés est plus rapide que la croissance des emplois qualifiés, les diplômes se dévaluent et ne permettent plus l'accès à des situations sociales supérieures. Ainsi, les diplômés du supérieur long deviennent moins souvent cadres supérieurs qu'il y a 25 ans : 20 points de pourcentage de moins (document 3). Quand le niveau global de qualification augmente, on assiste à une intensification de la concurrence scolaire, et à une intensification de la concurrence des diplômés sur le marché du travail. Les tensions de celui-ci accroissent le rôle du capital social des individus. Le rendement des diplômes varie alors avec le statut social d'origine, un effet sur lequel l'école a peu de prise, et qui limite la fluidité sociale. Enfin, comme l'a montré R. Boudon, une part des trajectoires scolaires dépend des stratégies des élèves et des familles. Les enfants des catégories populaires surestiment les coûts de l'investissement scolaire et en sous-estiment les bénéfices (« les choix d'orientation avantagent les favorisés" document 1). L'école peut se mobiliser contre ces erreurs d'appréciation, mais elle ne contrôle pas les stratégies des acteurs.

## Conclusion

L'école n'est pas toute puissante en matière de promotion de la fluidité sociale, mais elle n'est pas non plus désarmée en la matière. Les performances contrastées des différents systèmes éducatifs en matière d'égalité des chances vis-à-vis de la réussite scolaire montrent que l'école peut favoriser la fluidité sociale si elle s'en donne les moyens. De ce point de vue, le système éducatif français suit sans doute dans une politique ambiguë : il souhaite en théorie instaurer une véritable égalité des chances, mais il est lui-même l'héritier d'une longue tradition qui privilégie la logique de classement et de sélection, et il fait face à une demande sociale de hiérarchisation par les résultats scolaires. Une profonde réforme n'est-elle pas souhaitable ?